

Note expresse

Nº 449 - Avril 2017



L'économie de la Guyane en 2016 Une amorce de reprise dans un contexte structurellement fragile

L'année 2016 marque une amorce de redressement du climat des affaires, même si l'indicateur fléchit en fin d'année. Dans un contexte d'inflation quasi nulle et de prémices d'amélioration du marché du travail, la consommation des ménages et les échanges extérieurs progressent. Tous les secteurs ne profitent pas de cette amélioration : les secteurs spatial, aurifère et agricole sont dynamiques, mais le bilan est plus mitigé pour le BTP. Dans ce contexte l'encours de crédit des banques a continué de progresser principalement porté par les crédits octroyés aux entreprises et aux ménages.

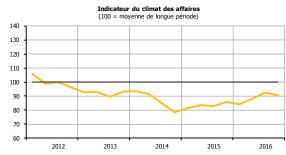
Le redressement conjoncturel des indicateurs macroéconomiques n'est cependant pas suffisant pour répondre aux difficultés économiques auxquelles la Guyane est structurellement confrontée. Les décisions prises par les pouvoirs publics suite à la crise sociale du premier trimestre 2017 pourraient accélérer les mutations. Néanmoins, le blocage de l'économie durant plusieurs semaines risque d'avoir des conséquences sur l'activité en 2017 et de fragiliser le tissu économique.

UNE CONJONCTURE LÉGÈREMENT MOINS DÉFAVORABLE

Progression de l'indicateur du climat des affaires

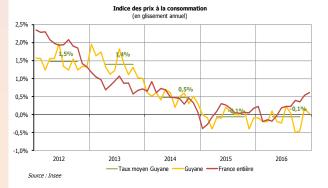
En 2016, l'ICA progresse significativement sur un an malgré une légère inflexion au dernier trimestre. Il reste néanmoins éloigné de sa moyenne de longue période.

La confiance des chefs d'entreprise reste toujours dégradée malgré un léger frémissement au cours de l'année. En témoignent les différents soldes d'opinion en matière d'activité, de carnets de commande, de prix et de charge qui se redressent tout en restant en territoire négatif. Dans ce contexte, les prévisions d'investissement des entrepreneurs sont toujours moroses.



Source : Iedom, enquête de conjoncture

Stabilité des prix



En 2016, **l'indice des prix à la consommation reste quasi stable** avec une variation de l'indice de -0,1 % en moyenne sur l'année, contre +0,2 % en métropole. Les augmentations des prix des produits alimentaires (+0,8 %) et des services (+0,1 %) sont compensées par les baisses des produits de l'énergie (-0,5 %) et des produits manufacturés (-0,5 %). L'évolution de l'indice des prix à la consommation en Guyane est proche de celle de la Guadeloupe (-0,1 %) et de la Martinique (-0,2 %) sur la même période.

Des indices d'amélioration du marché du travail

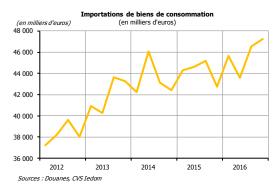
En 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) affiche la première diminution depuis 2007 (-2,4 % sur un an), pour s'établir à 22 470 personnes à fin décembre. Cette amélioration du marché du travail intervient après trois années de ralentissement du rythme de croissance du nombre de demandeurs d'emploi en Guyane (+12,5 % en 2013, +5,3 % en 2014 et +1,4 % en 2015) et fait écho à la baisse observée pour la France entière (-3,1 %). Selon les dernières statistiques de l'INSEE, en 2016, le taux de chômage reste néanmoins très élevé (23 %), notamment chez les 15 -24 ans (44 %).

À l'exception des seniors pour lesquels la situation se dégrade (+ 1,4 % sur un an), cette amélioration concerne toutes les catégories d'âge, en particulier les jeunes (-6,4 %). En outre, malgré un ralentissement depuis 2015, l'emploi salarié dans le secteur privé affiche une progression moyenne supérieure à 1 % en 2016.

En revanche, les femmes restent plus concernées par le chômage en 2016. Bien qu'en baisse de 1,8 % par rapport à 2015, le nombre de femmes en demande d'emploi diminue moins rapidement que pour les hommes (-3,3 %).

ane

Une consommation des ménages dynamique



La stabilité des prix conjuguée à la baisse du chômage favorise les importations de biens de consommation sur le territoire (+3,5 % sur un an, CVS).

Sources : Acoss, Effectifs CVS

Les ventes de véhicules de tourisme neufs augmentent de 6,8 % (CVS), soit leur meilleure progression depuis quatre ans. Toutefois, les importations de biens électriques et ménagers reculent très légèrement (-0,3 %, CVS, contre -22,5 % en 2015).

Par ailleurs, on constate un ralentissement de la progression des crédits à la consommation en 2016 (+1 %) qui tempère la bonne dynamique des quatre dernières années (+5 % en 2015), portant les encours à 182,3 M€.

Investissement: des signaux positifs

En 2016, les crédits d'investissement aux entreprises et les immatriculations de véhicules utilitaires s'inscrivent en hausse de 8,9 %, et de 4 %. En revanche, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise peinent à se redresser (hormis pour le secteur primaire et l'industrie agroalimentaire).

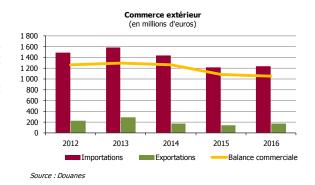
En revanche, **2016 pourrait être une année charnière en termes d'investissement**. En effet, en mai, la Collectivité territoriale de Guyane a signé avec l'AFD et la CDC un prêt de 53 millions d'euros pour financer la première phase de son Plan pluriannuel d'investissement 2016-2020. Les opérations d'investissement concernées visent prioritairement les secteurs de l'éducation (construction ou extension de collèges et lycées), du transport (aménagement de routes) et du bâtiment. Ces perspectives semblent bénéficier aux importations de biens d'équipement qui progressent de 1,75 % sur l'année.

En juillet, suite à un appel d'offres européen, le CNES a attribué à un groupement mené par Eiffage les ouvrages du nouvel ensemble de lancements pour un montant de 200 millions d'euros. Ceux-ci s'inscrivent dans la construction du nouveau pas de tir d'Ariane 6 dont le coût total du chantier est estimé à 650 millions d'euros.

Progression des exportations

Après deux années en repli, les **exportations** (hors réexportations de conteneurs vides) progressent en valeur (+27 % à 124,6 M€ en 2016 contre -27 % en 2015). Cette évolution s'explique par un accroissement de 40 % des exportations d'équipements électriques et électroniques et de 15 % des produits métallurgiques et métalliques.

Les **importations sont en hausse de 1,1 % en 2016**, après -15,2 % en 2015, pour atteindre 1 234,8 M \in , en raison de l'augmentation des importations des « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (+14 %) ainsi que des matériels de transport (+10 %).



ENTRE SIGNAUX POSITIFS ET INCERTITUDES DANS CERTAINS SECTEURS

L'activité aurifère soutenue par la demande internationale



En 2016, le **marché mondial de l'or** a vu la **demande annuelle augmenter** de 2 %, portée par une hausse de la demande des investisseurs (+70 % par rapport à 2015). En revanche, ces derniers ont délaissé la valeur refuge au profit d'actifs plus risqués sur la fin d'année.

Dans ce contexte, avec 1,2 tonne (+3,7 % sur un an), la valeur des **exportations d'or atteint 42 M€** (+12,6 % par rapport à 2015). Ces résultats sont meilleurs que ceux des trois dernières années où des baisses à la fois en quantité et en valeur avaient été enregistrées.

Sources: Douanes, CVS Iedom, London Buillon Market Association

En parallèle, après avoir connu une année 2015 en légère progression (+0,5 %), les exportations de la **filière bois augmentent davantage** (+3,7 %). Toutefois, le volume de grumes exploitées est nettement en baisse (-34 %) après avoir atteint un niveau important en 2015 (93 764 mètres cubes, soit +29 %).

Dynamisme de l'activité des services marchands

Le climat des affaires des **services marchands** se redresse. Le solde d'opinion des entrepreneurs sur leur activité s'établit au niveau de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2014. Les évolutions de leurs charges et de leurs trésoreries sont perçues favorablement.

S'agissant du secteur spatial, **Arianespace présente de très bons résultats opérationnels en 2016**. En effet, elle a procédé à 11 lancements de fusées et a généré un **chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros**.

Ces lancements ont permis la mise en orbite de 27 satellites pour une masse totale de 61,4 tonnes, dont deux records de plus de 10,7 tonnes. La société a également conclu 13 nouveaux contrats en 2016 pour un montant de 1 1 milliard d'auros, portant son carnet de commandes à 5 2 milliards d'auros

1,1 milliard d'euros, portant son carnet de commandes à 5,2 milliards d'euros, soit l'équivalent de 55 lancements pour les prochaines années.



L'activité touristique s'améliore également en 2016. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de nuitées augmente de 1,2 % et le nombre de passagers aériens s'accroît de 11,5 % pour s'établir à son plus haut niveau historique (516 422 passagers). Dans la continuité du redressement de l'activité engagé depuis 2015, les professionnels du secteur jugent que l'activité poursuit son amélioration malgré un fléchissement au troisième trimestre.

Agriculture et industrie agroalimentaire : un bilan contrasté



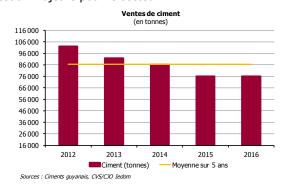
L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires (IAA) est bien orientée. Après une année 2015 en retrait, la filière porcine retrouve son dynamisme avec des abattages et des importations en hausse de respectivement +3,3% et +1,5%. Les abattages de viande bovine et les exportations de poissons poursuivent leur progression, respectivement de +8,1% et +26,4%.

Cependant, la baisse des exportations de crevettes (-31,9 %) et des produits de l'industrie agroalimentaire nuance quelque peu ce bilan. Par ailleurs, la difficulté rencontrée pour le versement des aides européennes à l'investissement est une question majeure pour le secteur.

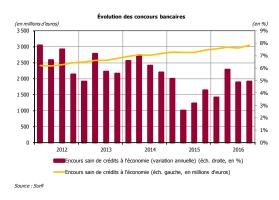
Un secteur du BTP en difficulté

Le **regain d'optimisme de la fin d'année 2015 ne s'est pas poursuivi en 2016**, l'activité du secteur demeurant mal orientée. Les chefs d'entreprise estiment que leurs charges se sont accrues même si leur trésorerie s'améliore. Par ailleurs, les ventes de ciment ont peu évolué (+0,1 %) et le nombre de logements autorisés à la construction baisse de 10,5 %.

En revanche, le lancement de la construction du nouvel ouvrage d'Ariane 6 et la signature du Plan pluriannuel d'investissement 2016-2020 devraient donner des **perspectives à moyen terme au secteur du BTP**.



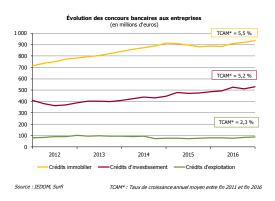
PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE



Dans un contexte économique porté par un léger redressement du climat des affaires, une inflation modérée et des taux d'intérêt faibles, l'encours bancaire a maintenu sa progression avec une croissance de 4,9 % (+141,8 M€) en 2016. Cette hausse porte l'encours sain à 3 041,9 M€ à fin décembre.

En revanche, la contraction des marges de crédit (constatée également en métropole) et une concurrence accrue ont amené les banques à réorganiser leurs réseaux. La BNP (dernière banque de plein exercice présente en Guyane avant la réorganisation) est désormais une succursale de la BNP Antilles Guyane basée en Martinique. Par ailleurs, courant 2016 la CEPAC a racheté l'ensemble des activités de la BDAF dans les DOM.

L'investissement des entreprises et l'habitat des ménages stimulent le crédit



Le financement des entreprises progresse de 6,5 % portant ainsi l'encours à 1556,9 M€. L'encours des crédits immobiliers affiche une hausse de 5,4 % pour atteindre 935,0 M€, représentant près de 60,1 % de l'encours sain. Les crédits à l'investissement augmentent de 8,9 % pour s'établir à 530,9 M€, s'appuyant principalement sur la hausse des crédits à l'équipement. Les crédits d'exploitation progressent de 10,1 %, soit +8,2 M€ à fin 2016. L'encours sain des crédits aux ménages augmente à nouveau (+3,0 %) pour atteindre 1002,7 M€ à fin décembre 2016. Cette hausse s'explique par la progression de l'encours des crédits à l'habitat (+3,8 %, soit +29,7 M€) en fin 2016, constituant près de 81,8 % de l'encours. Quant aux crédits à la consommation, leurs encours augmentent de 1,0 %, soit +1,9 M€. L'encours sain de crédit aux collectivités locales diminue de 4,9 %, suite au reclassement d'une dette en créance douteuse, provoquant ainsi la contraction de 4,9 % de l'encours de crédits

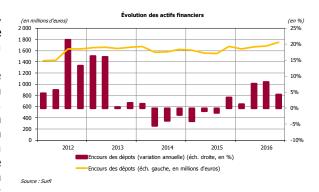
d'équipement (soit -16,7 M€).

Progression de l'encours douteux, mais assainissement du portefeuille entreprises

En 2016, l'encours net des **créances douteuses atteint 93,4 M** \in , en augmentation de 36,6 % par rapport à 2015 (soit +25,0 M \in). En effet, le reclassement d'un crédit d'investissement en créance douteuse porte l'encours douteux des collectivités locales à 48,7 M \in . Par ailleurs, l'encours douteux net des ménages augmente de +6,8 %, mais de façon moins marquée qu'en 2015. En revanche, **le portefeuille de crédits aux entreprises s'est sensiblement assaini**, avec une baisse de (-49,7 %, soit -23,7 M \in).

Hausse globale des actifs financiers des agents économiques

La collecte de l'épargne progresse de +4,8 %, soit +79,9 M€, portant le montant total des actifs financiers à 1 756,2 M€. Cette bonne tenue de la collecte s'explique notamment par la forte progression des dépôts à vue des autres agents (administrations publiques, associations, etc.), des ménages et des entreprises avec des taux de croissance respectifs de 27,8 %, 8 % et 3,4 %. La collecte des dépôts à vue des entreprises marque le pas (+3,4 % contre +7,2 % en 2015), mais reste sur une tendance haussière : l'encours atteint 386,5 M€ en fin 2016. L'épargne des particuliers augmente de 3,5 % sur un an pour un encours de 1 133,3 M€. Les placements liquides ou à court terme présentent une hausse modérée, les dépôts à vue affichent une forte progression (+8,0 %) portant l'encours à 387,6 M€. En outre, les placements à long terme des ménages



s'accroissent (+1,2 %), en raison notamment de la hausse de l'encours des plans d'épargne logement (+3,3 %, soit +3,7 M€).

D'IMPORTANTS DÉFIS À RELEVER EN 2017

Le climat des affaires a amorcé un léger redressement en 2016, malgré une inflexion sur le dernier trimestre. L'année 2017 s'annonce porteuse pour le secteur spatial : Arianespace prévoyant d'effectuer douze lancements (un de plus qu'en 2016, qui était déjà une année record). Le BTP devrait bénéficier des effets induits par l'augmentation de 60 % des crédits alloués par l'État pour relancer la commande publique. Le secteur aurifère pourrait connaître un nouveau développement avec un projet d'envergure (projet « Montagne d'or », porté par les sociétés Colombus Gold et Nordgold). Sous réserve de l'obtention de toutes les autorisations (notamment environnementales), cette future mine à ciel ouvert aurait un potentiel d'exploitation de 115 tonnes d'or pour 800 emplois directs (90 % de personnel local) et environ 2 500 emplois indirects.

Au-delà de ces perspectives conjoncturelles, la crise sociale que connait la Guyane traduit l'ampleur des défis structurels, sécuritaires, économiques et sociaux auxquels la région demeure confrontée. Bien que la Guyane bénéficie d'une croissance supérieure à celle de la métropole, celle-ci demeure insuffisante pour répondre aux besoins générés par une démographie galopante (42 % de la population a moins de vingt ans). Les décisions prises par les pouvoirs publics au début avril, se traduisant par la mise en place d'un plan d'urgence, des accords par filières, et d'un plan de convergence à moyen terme, devraient renforcer les perspectives de croissance et stimuler l'économie. Cependant, à plus court terme, le blocage général de l'activité économique durant plusieurs semaines affectera la croissance de l'année 2017. La baisse d'activité se traduit pour les entreprises par de fortes tensions de trésorerie, la persistance de cette situation risquant de fragiliser le tissu entrepreneurial guyanais et d'obérer sa capacité à tirer pleinement profit du regain d'activité que devrait générer la mise en œuvre du plan d'urgence et des mesures sectorielles.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr